

IL L'ACCUSE DE PARTI-PRIS FLAGRANT

Benyounès charge l'administration

Le secrétaire général du Mouvement populaire algérien (MPA) s'en est violemment pris à l'administration qu'il accuse d'excès de zèle et de faire du «deux poids deux mesures» dans l'opération de contrôle des dossiers des candidats aux législatives du 10 mai prochain.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Amara Benyounès, qui s'est adressé ce jeudi aux têtes de liste du parti à ce scrutin, à l'hôtel Riadh de Sidi Fredj, n'a vraiment pas été tendre à l'endroit de l'administration qu'il a accusée de favoritisme flagrant au profit de certains partis qu'il se garde de nommer.

Il en voudra pour preuve la stratégie du «deux poids deux mesures» adoptée dans le processus d'étude et de contrôle des dossiers des candidats à ces élections, faisant montre d'une application rigoureuse par-ci et de largesse par-là et la mise hors course de la liste du parti à Adrar que devait mener une femme, au motif qu'une candidate, de surcroît la toute dernière de ladite liste, figure sur une

autre liste indépendante. Ceci au moment, dira-t-il, «où d'autres partis ont finalisé leurs listes en dehors des délais réglementaires, comme rapporté par les médias».

Ce comportement est révélateur, pour Benyounès, du début d'une fraude que seule «une participation massive des citoyens est à même d'en venir à bout». Et ce, avant qu'il ne se contredise lourdement en accusant des partis de «dénoncer d'un côté des velléités de fraude et d'appeler d'un autre côté à une participation massive».

Quoique le SG du MPA se soit ressaisi peu après lors d'un point de presse, en affirmant que ces partis qu'il montre du doigt tiennent ce double langage non sans arrière-pensée de surenchère,



Amara Benyounès.

alors, que lui, se dit convaincu que cette élection «ne sera certes pas de celle ayant cours en Suisse ou en Suède mais qu'elle diffèrera nettement des précédentes».

L'ex-ministre de la Santé a invité les candidats de son parti, particulièrement les têtes de liste, à

faire une campagne de proximité loin de l'insulte et de l'invective, notamment à l'endroit de leurs camarades des partis du camp nationaliste et démocratique. Entités avec lesquelles il n'exclut pas une alliance, une fois les résultats de cette élection connus.

Benyounès affirmera que le parti a élaboré un programme électoral basé sur une trentaine de propositions claires à même d'intéresser les citoyens pour peu que, dira-t-il à l'adresse de ses candidats, que «vous les vulgarisiez au mieux». Car lui-même n'aura à animer que 24 meetings populaires (le premier à Mila et le dernier à Alger), le restant de la campagne étant du ressort exclusif des candidats.

Le parti toujours sans exécutif

Le parti, qui a tenu son congrès constitutif à la mi-février dernier, est toujours sans exécutif, que le SG a promis à parts égales entre les

hommes et les femmes. Benyounès expliquera ce retard dans l'intronisation de son équipe qui doit avoir l'assentiment des membres du conseil national conformément aux statuts adoptés lors de ce congrès constitutif, par son souci de ne pas s'encombrer d'une contrainte de taille.

«Les membres de l'exécutif se verront d'office candidats à ces législatives et c'est pour ne pas susciter des déceptions parmi ceux qui ne seront pas probablement retenus que cette installation n'interviendra qu'une fois ces législatives terminées, probablement vers la fin du mois de mai», expliquera Benyounès. Et à ce dernier de rebondir aussitôt pour expliquer les défections enregistrées chez les cadres du parti par le fait que parmi les concernés, «il y a ceux qui voulaient coûte que coûte piloter des listes et d'autres qui ne voulaient pas seconder une femme».

M. K.

LE FFS PRÉSENTE SES TÊTES DE LISTE ET REND PUBLICS LEURS ENGAGEMENTS

42 wilayas couvertes et 3 femmes têtes de liste

À moins de quarante-huit heures du début de la campagne électorale, le FFS a présenté ce vendredi ses candidats têtes de liste aux législatives du 10 mai prochain. Couvrant quarante-deux wilayas, les candidats du FFS ont prêté serment à travers un engagement qu'ils ont élargé publiquement lors d'une rencontre au cinéma Sierra Mæstra à Alger.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Avant cette ultime étape, le premier secrétaire national du parti, qui est également tête de liste du parti dans la wilaya de Boumerdès a tenu en la circonstance à faire état d'une allocution au cours de laquelle il a rappelé les circonstances dans lesquelles est intervenue la participation du FFS aux législatives de mai prochain.

A cet effet, M. Laskri a tenu à indiquer d'emblée que «ces élections (...) ne sont pas des élections ordinaires pour au moins deux raisons majeures». Selon lui, la première raison réside dans le fait «de la situation désastreuse du pays à tous points de vue», à travers notamment «la grave crise politique que vit le pays depuis longtemps mais qui a été

aggravée ces vingt dernières années». «Une situation compliquée par l'incompétence et l'absence de vision politique des pouvoirs publics qui, mis au pied du mur par les lobbies qui contrôlent le pouvoir réel, multiplient les gestes contradictoires cédant par-ci, réprimant par-là et amplifiant le sentiment, que seule la violence paie», explique-t-il.

La seconde raison est expliquée par le premier secrétaire national du FFS par «le contexte régional et international qui, à l'image du contexte national, mêle des éléments de contestation populaire à des offensives impérialistes et néo-colonialistes particulièrement cyniques». Et d'ajouter : «Si les colonisations du 19^e siècle ont été menées au nom de la civilisation, les campagnes de dis-



Ali Laskri.

locations sociale et politique des Etats issus des anciennes colonies se mènent actuellement au nom de la défense des peuples et des droits de l'homme».

Il n'en demeure que M. Ali Laskri se voit dès lors dans l'obligation de réitérer la position du FFS face à cette situation. C'est dans cette optique qu'il rappelle que le parti qu'il dirige est «un front qui comporte en son sein une multitude de courants et que les conditions

politiques du pays (...) ont contraint le parti à gérer sa propre pluralité aussi bien que le permet la situation». «Aussi, après concertation et débat au sein de nos instances et avec nos partenaires au sein de la société, nous avons décidé de mettre en avant ce qui nous lie et d'aborder au fur et à mesure de l'évolution de la situation nationale les questions qui peuvent nous diverger.»

Et de conclure que «cette campagne n'a pas pour but de proposer un programme de gouvernement mais pour faire reprendre aux Algériens le chemin du militantisme et de l'organisation citoyenne». Cela dit, lors de leur présentation à la presse, les candidats têtes de liste du FFS se sont engagés à «défendre les idéaux démocratiques du parti et la confiance placée en eux par les militants et les citoyens». Présent sur 42 wilayas, le FFS a placé trois femmes têtes de liste respectivement dans les wilayas de Constantine, Biskra et Oum El-Bouaghi.

A. B.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Moussa Touati déplore la «désorganisation»



Photo : Samir Sid

Le président du Front national algérien (FNA) déplore que l'administration n'ait pas pris en considération les suggestions concernant certains aspects techniques, notamment l'adoption du bulletin unique ainsi que son contenu.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Lors d'une réunion avec les têtes de liste de son parti, tenue ce jeudi au siège de son parti, à Alger, Moussa Touati a affirmé que ces prochaines élections législatives seront marquées par une «désorganisation».

La preuve, explique-t-il : «A quelques jours du début de la campagne électorale, nous ignorons si le numéro de nos listes sera un numéro national ou wilayal. Même chose pour le contenu des listes dont nous ignorons les détails.»

Le président du FNA a également dénoncé le fait que des partis politiques soient agréés en «un temps record». Il évoque, ainsi, les appellations des formations politiques qui souvent «se rapprochent» et «se ressemblent». «Nous ne voyons aucune volonté pour des élections transparentes et honnêtes», dit-il.

Le président du FNA a, par ailleurs, rappelé que son parti se présente dans les 48 wilayas du pays et dans 3 circonscriptions destinées au vote des Algériens résidant à l'étranger. Des listes qui comptent 604 candidats dont 199 femmes. Parmi les candidats, il a souligné la présence de 11 hommes d'affaires, 64 candidats issus de la fonction libérale ainsi que 38 chômeurs.

Dans ses rangs, l'on compte 302 candidats universitaires, a-t-il précisé. Quant aux listes électorales annulées du FNA, Touati a indiqué qu'il s'agissait de la liste de Toulouse (France) et de celle d'Alger qui ont été révisées.

R. N.

COMMUNIQUÉ DU SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES (SNJ)

Abdelaziz Houmad, directeur de la publication du quotidien *Ouest Info*, fait l'objet de plusieurs menaces de mort, via des appels téléphoniques anonymes dont les auteurs se présentent comme étant «des proches» à des responsables incriminés dans une affaire de corruption mettant en cause l'APC de Sidi-Bel-Abbès que le journal avait eu à traiter.

Le Syndicat national des journalistes, profondément préoccupé par cette affaire, interpelle publiquement les autorités locales de Sidi-Bel-Abbès, mais aussi les pouvoirs publics, particulièrement le ministre de l'Intérieur et les responsables de la sécurité en vue de

l'ouverture, sans délai, d'une enquête permettant d'identifier les auteurs de ces menaces pour les présenter devant la justice.

Le syndicat, qui assure nos confrères de *Ouest Info* de son entière solidarité, met en garde contre toute atteinte, de quelque nature que ce soit, à l'intégrité physique ou morale de Aziz Houmad ou de quelque autre membre de la rédaction du journal.

Par ailleurs, le syndicat tient à dénoncer, de la manière la plus ferme, le comportement indigne du ministre du Commerce, Mustapha Benbada, à l'égard de notre confrère Ghali Mohamed-Hakim, journaliste au quoti-

dien *Ouest Tribune*. En visite de travail à Oran, jeudi 12 avril dernier, le ministre a tenu, en effet, des propos scandaleux en guise de réponse à une question pourtant tout à fait professionnelle de notre confrère.

Se trompant apparemment d'époque, ce ministre oublie peut-être que dans l'Algérie de 2012, les questions des journalistes peuvent parfois déranger. A plus forte raison, un ministre dont les déclarations sont quotidiennement démenties par l'évidence !

Pl le Syndicat national des journalistes, le secrétaire général, Kamel Amarni